

étrangers plutôt que les nôtres. Voilà l'un des pires embarras pour le soldat licencié. C'est pourquoi j'ai présenté il y a quelque temps une résolution exprimant le regret qu'il ne fut pas fait quelque chose pour eux et c'est principalement cette catégorie que j'avais dans l'idée. Maintenant, l'on propose de prendre 30 et peut-être 40 millions dans la caisse des contribuables pour les distribuer entre ces 17,000 hommes encore sur leurs fermes, sous forme d'une nouvelle estimation de leur propriété afin de les aider à sortir de leurs difficultés. Mais si la situation est aussi mauvaise que le Gouvernement le reconnaît et si l'agriculture est dans un état si peu satisfaisant, que la valeur des terres a diminué dans cette proportion, que fera-t-on pour ceux qui ne sont pas des anciens combattants et qui abandonnent la terre par milliers? Et il en partirait encore plus s'ils pouvaient s'en aller. L'action délétaire de ce Gouvernement ne se fait pas sentir depuis un an seulement, mais depuis son avènement pour ainsi dire et elle a été encouragée par mes honorables amis progressistes, lesquels, d'après une déclaration de leur chef (M. Forke) se prétendaient pourtant bien mieux au fait que quiconque de la situation des soldats licenciés. Je dis qu'ils n'ont pas défendu comme ils devaient la cause des anciens combattants.

M. McLEAN (Melfort): L'honorable député ne croit-il pas que ces embarras ont commencé avant l'avènement de ce Gouvernement?

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): Je parle de la situation qui a suivi l'entrée en fonction de ce Gouvernement.

M. McLEAN (Melfort): Ces embarras ne datent-ils pas d'avant?

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): L'honorable député fait-il allusion aux embarras du Gouvernement?

M. McLEAN (Melfort): Les embarras provenant de la déflation dans la valeur des terres; n'ont-ils pas commencé avant l'entrée en fonction de ce Gouvernement?

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): Ils sont certainement plus sérieux actuellement qu'en aucun temps depuis l'avènement du Gouvernement actuel.

M. McLEAN (Melfort): L'honorable député voudrait-il répondre à la question?

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): Je ne me reconnais pas aux ordres de l'honorable député.

M. McLEAN (Melfort): Je demande simplement à l'honorable député d'avoir l'obligeance de répondre à ma question. Je ne lui commande pas.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): Je dirai à mon honorable ami que la situation est telle, et si évidente, actuellement que toutes ces mesures—pension de vieillesse et aide aux soldats sur des fermes sont proposées pour y remédier. Voilà la meilleure preuve que je puisse fournir que la situation est pire actuellement qu'elle ne l'a jamais été.

M. McLEAN (Melfort): Ainsi, l'honorable député refuse de répondre à ma question, n'est-ce pas?

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): A ce sujet, je prendrai le cas d'un vétéran dans la circonscription même de mon honorable ami. Supposons qu'il exploite une ferme sur une petite échelle; son revenu provient en grande partie des laitages, ou peut-être de l'aviculture. Que constate-t-il aujourd'hui, comme conséquence d'un projet mis en vigueur par les honorables députés de la droite?

L'hon. M. STEWART: Eh bien, que trouve-t-il?

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): Oui, que trouve-t-il? Pas la même chose que le cultivateur des Etats-Unis.

L'hon. M. STEWART: Mon honorable ami niera-t-il que le beurre et les œufs se vendent plus cher au Canada qu'aux Etats-Unis? C'est ma réponse finale.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): Mon honorable ami sait aussi bien que n'importe qui...

L'hon. M. STEWART: Certainement.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): ...que dans les états du Sud, où les temps chauds sont beaucoup plus hâtifs qu'au Canada, les conditions sont bien plus favorables qu'au Canada pour la production. Tel était l'argument du ministre des Finances.

L'hon. M. STEWART: L'honorable député sait fort bien qu'au Canada le prix des œufs et du beurre est aujourd'hui plus élevé qu'aux Etats-Unis. Voilà le point en question.

M. SPENCE (Parkdale): Et mon collègue devrait en connaître la raison.

L'hon. M. STEWART: Oui.

M. SUTHERLAND (Oxford-Sud): Les prédictions du Gouvernement, et en particulier du ministre des Finances disant qu'ils allaient encourager, grâce à la convention de commerce l'Australie, un approvisionnement continu de produits de la ferme, de viandes et autres produits de l'hémisphère du Sud durant les